

Agreste Franche-Comté



Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) 2011

Numéro 185 - Octobre 2013

Agreste Franche-Comté n° 185 - Octobre 2013



Crédit photo : Chambre d'Agriculture de Haute-Saône

Le revenu agricole en 2011 se maintient à un bon niveau

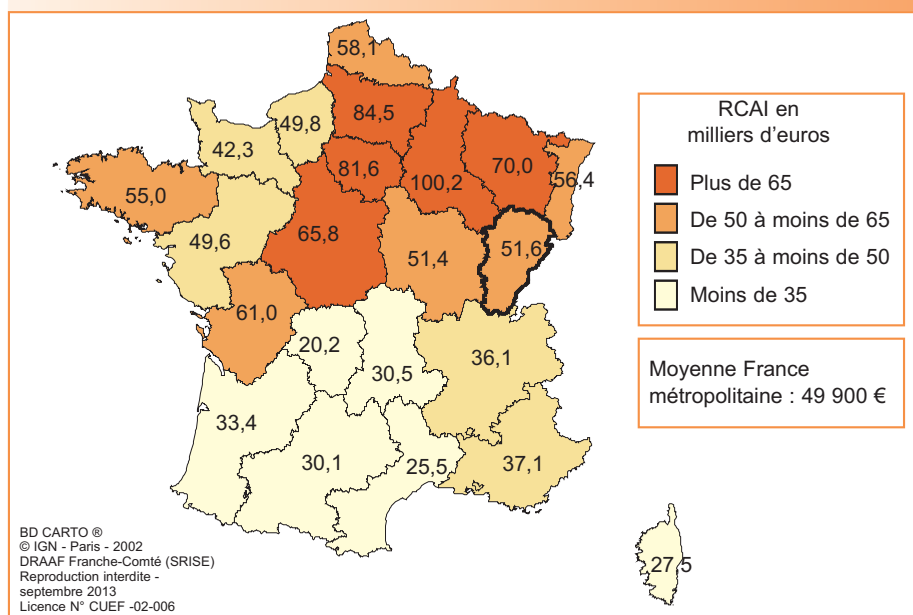
La croissance du revenu des exploitations agricoles franc-comtoises se ralentit. En hausse de 2 %, il reste au dessus du niveau national. Toutefois, la situation est variable selon les secteurs d'activité. Les conditions climatiques médiocres n'ont pas perturbé la production qui augmente de 12 %. Parallèlement, les charges d'approvisionnement ont progressé sensiblement en raison de la hausse du coût de l'énergie. Avec une forte hausse de la capacité d'autofinancement en 2010, les exploitations ont davantage investi en 2011.

En 2011, le Résultat courant avant impôt (RCAI) des exploitations franc-comtoises, tous systèmes de production confondus, s'élève en moyenne à 51 600 €, en hausse de 1 000 € par rapport à l'année précédente. Si ce résultat reste au dessus de la moyenne nationale qui s'élève à 49 900 €, l'écart s'amenuise.

Avec ce résultat, la Franche-Comté conserve son 10^{ème} rang devant la

Bourgogne, l'Alsace ou encore Rhône-Alpes. Le revenu moyen d'une exploitation champenoise, région où le revenu par exploitation est le plus élevé, s'élève à près de 100 000 €. La région du Limousin connaît le résultat moyen le plus faible avec 20 200 € par exploitation. Ce résultat moyen masque cependant de fortes disparités entre exploitations. En effet, la moitié des exploitations franc-comtoises ont un

Le revenu agricole franc-comtois proche de la moyenne nationale

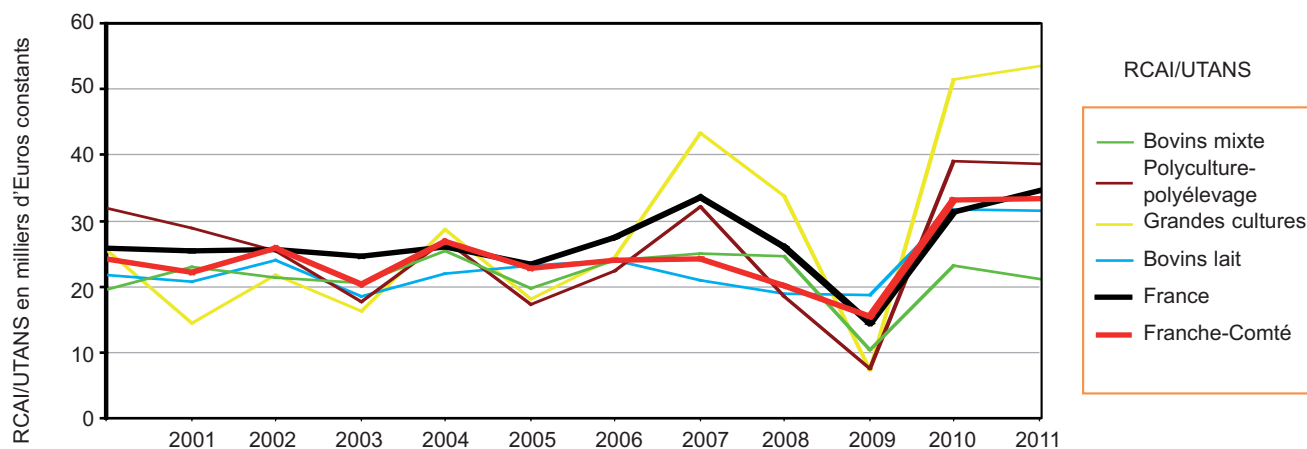


Source : Agreste - RICA 2011

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la Forêt



Après de fortes fluctuations, le revenu se stabilise en 2011



Source : Agreste - RICA 2011

RCAI inférieur à 38 780 € et 5% ont un résultat négatif. Parmi les exploitations laitières, le résultat de celles produisant du lait sous appellation AOP est en moyenne supérieur d'environ 3 000 € à celui des structures qui produisent du lait standard.

Un revenu par actif non salarié un peu en dessous du niveau national

Ramené par agriculteur, le revenu moyen s'élève en Franche-Comté à 33 400 €, soit légèrement en dessous de la moyenne nationale (34 500 €). Par rapport à 2010, le revenu régional par actif non salarié n'a augmenté que de 1% en euros constants alors que la hausse moyenne en métropole atteint 10%. Région d'élevage, la Franche-

Comté a moins profité de la hausse des prix des céréales, principal facteur explicatif de la hausse du revenu agricole en 2011. Par ailleurs, l'augmentation en parallèle des prix des charges d'approvisionnement et notamment de l'alimentation du bétail explique la faible amélioration du revenu des agriculteurs franc-comtois.

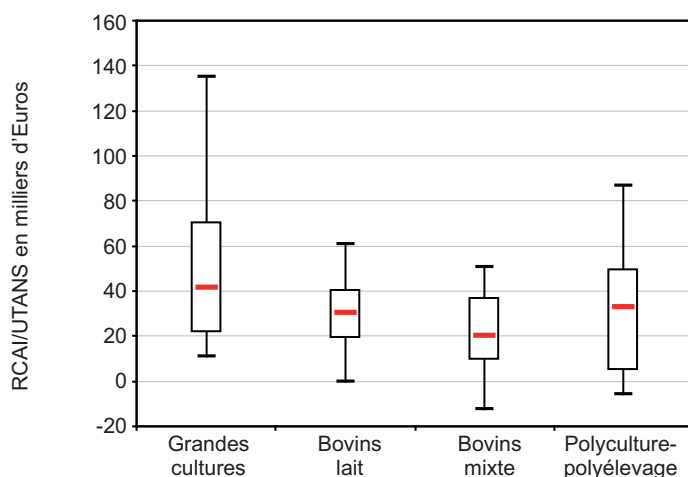
Des disparités importantes de revenu existent entre les quatre principales orientations franc-comtoises. Ainsi, par rapport à 2010, le revenu moyen par actif non salarié s'améliore de 3,9 % pour les exploitations de grandes cultures. Par contre, il est quasiment stable pour les orientations bovins-lait et polyculture poly-élevage. La baisse la plus conséquente est celle enregistrée par les

élevages mixtes de bovins avec presque - 9 %. La dispersion du revenu des agriculteurs est aussi très grande à l'intérieur de chaque orientation. Cette dispersion traduit une grande diversité des situations individuelles. Par exemple, un quart des éleveurs laitiers dégage un revenu inférieur à 20 000 € alors qu'un autre quart dégage un revenu supérieur à 40 000 €. Cette amplitude entre les 25% qui gagnent le moins et les 25% qui gagnent le plus est multipliée par deux pour les agriculteurs qui associent élevage et culture et atteint presque 50 000 € pour les céréaliers.

Hausse de la production et baisse des subventions

La valeur de la production des

De grandes disparités de revenus



Note de lecture

Le trait rouge est la valeur du revenu qui sépare la population des exploitants en deux. C'est la médiane.

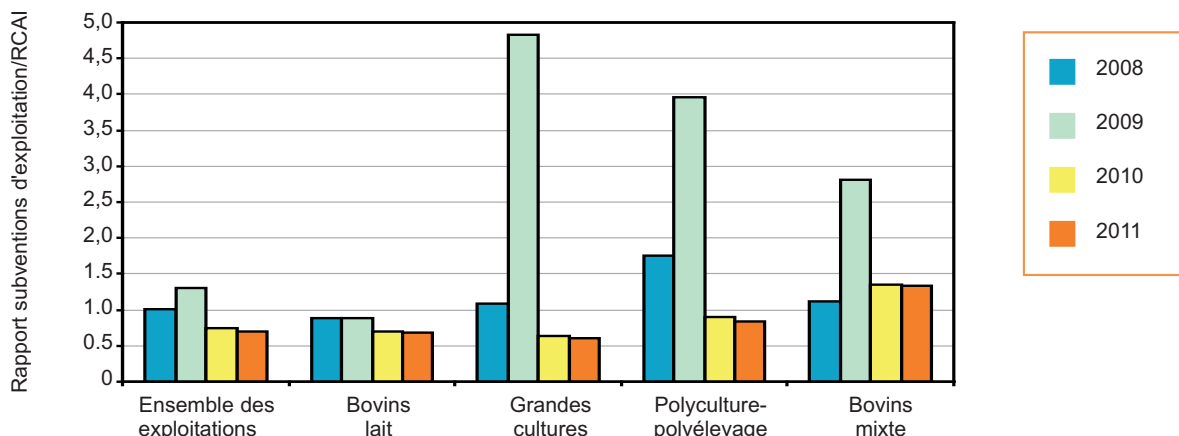
La moitié des exploitants ont un revenu compris dans **le rectangle blanc**. Il représente l'intervalle interquartile.

5% des exploitants ont un revenu inférieur **au trait noir du bas**.

5% des exploitants ont un revenu supérieur **au trait noir du haut**.

Source : Agreste - RICA 2011

Le revenu des exploitations franc-comtoises est moins dépendant des aides ces 2 dernières années



Source : Agreste - RICA 2011

exploitations franc-comtoises gagne 12% et atteint 174 000 €, son plus haut niveau depuis 2000. Là encore, de fortes disparités existent entre orientation économique. Profitant de la hausse du prix des bovins, la valeur de la production des élevages mixtes progressent de 14% pour atteindre près de 200 000 €. Avec une hausse de seulement 10%, la valeur de la production des éleveurs laitiers atteint 158 000 €. Néanmoins, la progression de la valeur de leur production est plus régulière grâce à la moindre fluctuation des prix du lait soutenue par une filière active. Malgré une sécheresse printanière et un été pluvieux et orageux, les rendements des grandes cultures s'avèrent corrects. La valeur de la production pour la polyculture-élevage progresse de 11% pour s'établir à

près de 240 000 € par exploitation. Après une hausse de plus 40 % en 2010, la valeur de la production des exploitations céréalières continue de progresser de 10 % en 2011.

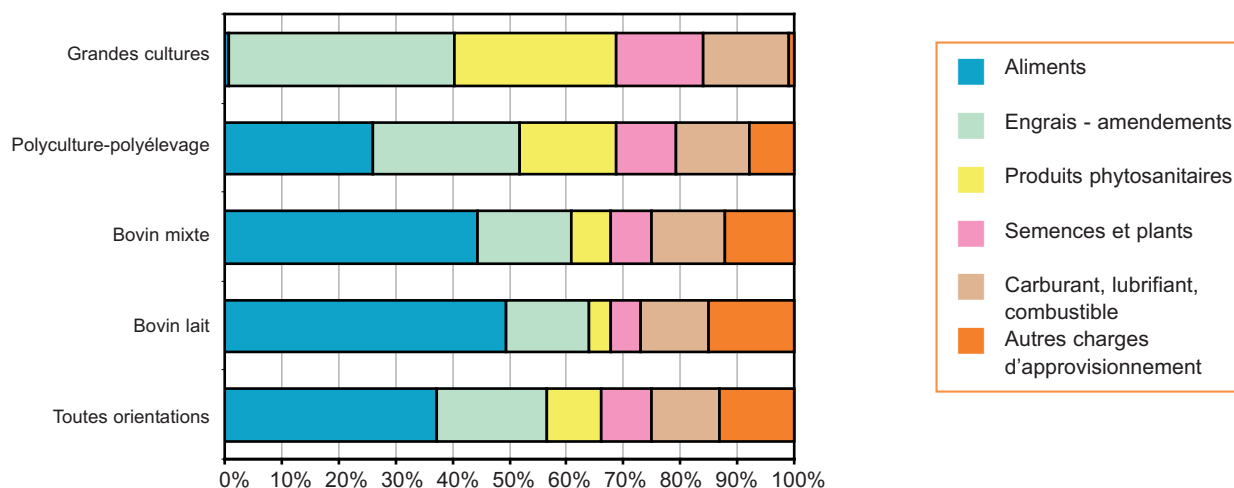
Dans le même temps, le montant moyen des subventions d'exploitation a légèrement reculé (- 4% toutes orientations confondues). En moyenne, une exploitation a touché 36 000 € de subventions en 2011, soit 70% de son RCAI. Néanmoins, la dépendance des exploitations vis-à-vis des aides varie sensiblement selon l'orientation économique et la conjoncture de l'année. Ainsi, en 2009, cette dépendance a été particulièrement élevée du fait de la chute des cours des produits agricoles. Elle est généralement plus stable pour les élevages de bovins lait

que dans les exploitations céréalières, où le chiffre d'affaire est plus soumis à la volatilité des prix des céréales. En 2011, en hausse de plus de 10% d'une année sur l'autre, les charges d'exploitation se sont élevées en moyenne à 161 000 € soit 1 400 € par hectare. Elles oscillent entre 143 000 € pour un élevage laitier et 232 000 € pour une exploitation qui associe cultures et élevage.

Flambée des charges d'approvisionnement

Représentant 37% des charges en 2011, les approvisionnements se sont accrus de 18 % en valeur. Ces charges d'approvisionnement atteignent en moyenne 60 000 € soit 530 € par hectare. Ce sont les pro-

Alimentation animale et engrais sont les principales charges d'approvisionnement des exploitations



Source : Agreste - RICA 2011

ducteurs laitiers qui ont les coûts d'approvisionnement les plus bas avec 480 €/ha contre 540 €/ha pour les céréaliers.

L'alimentation des animaux est le principal poste de dépense des approvisionnements des exploitations franc-comtoises en raison du poids important de l'élevage. Les éleveurs laitiers consacrent ainsi la moitié de leurs dépenses d'approvisionnement à l'achat d'aliments pour leur bétail.

Le poste « engrais et amendements » arrive en seconde position pour les dépenses d'approvisionnement. Subissant la hausse des prix des produits pétroliers, ce poste a fortement augmenté, + 24 % en moyenne. Il pèse pour près de 40% des dépenses des céréaliers avec un montant moyen de 30 000 € soit 210 €/ha. Pour les exploitations combinant cultures et élevage ou les élevages bovins, dont la sole est composée tout ou partie de surfaces en herbe, les consommations d'engrais sont moins élevées. Elles ne pèsent respectivement que 25% et 15% de leurs charges d'approvisionnement, soit 132 €/ha et 72 €/ha.

Conséquence de la flambée des prix de l'énergie, les dépenses en carburants, lubrifiants ou combustibles ont fortement augmenté (32% en moyenne). Ce poste représente désormais 12 % des approvisionnements contre seulement 8 % dix ans plus tôt.

La campagne s'étant déroulée sans important accident climatique, l'utilisation de produits phytosanitaires a été contenue. En moyenne, une exploitation franc-comtoise a dépensé 5 700 € pour ce poste soit 10% de ses approvisionnements. La volatilité des prix des céréales a contribué à une augmentation de 20% des dépenses en semences qui s'élève à 5 300 € en 2011. En grandes cultures, ce montant bondit de 30% pour s'établir à 11 800 €.

Plus de 50 000 € d'autres charges de fonctionnement

Diverses autres charges, comme les loyers et fermages, les travaux réalisés par des tiers, les assurances, les impôts et taxes ou les charges

de personnel pèsent sur la comptabilité des exploitations. En 2011, ces dépenses se sont élevées en moyenne à 51 000 €, soit près de 40% des charges d'une exploitation franc-comtoise. Pour les exploitations céréalières qui ont moins de coût d'entretien de bâtiment, ces dépenses ne représentent que 30% de leurs charges. Le premier poste de dépense est constitué des loyers et fermages pour lequel les exploitants dépensent en moyenne 11 500 €. L'entretien et la réparation des bâtiments et du matériel arrive en seconde position avec un montant de dépenses légèrement inférieur à 10 000 €.

Les dotations aux amortissements correspondent à la constatation comptable de la dépréciation physique, technique ou économique des immobilisations. Du fait des investissements importants que nécessite la construction des bâtiments d'élevage, ces dotations sont nettement plus élevées dans la région qu'en moyenne nationale (20% des charges contre 16%). Ces dotations sont en hausse de 5%. En Franche-Comté, elles représentent 18% des charges pour une exploitation de polyculture polyélevage et 22,5% des charges pour un élevage laitier.

Enfin, les charges financières, pour l'essentiel les intérêts d'emprunts, s'élèvent à 4 600 € par an et par

exploitation. Elles ne représentent que 3 % des charges d'exploitation quelle que soit l'activité principale. Elles sont globalement en léger repli après une période de hausse lors des trois années précédentes.

La capacité d'autofinancement (CAF) mesure la capacité d'une exploitation agricole à financer, sur ses ressources propres, les besoins liés à son existence. Suite aux bons résultats économiques des exploitations franc-comtoises en 2010 et 2011, la CAF a augmenté de plus de moitié en deux ans. Elle s'élève en moyenne à 85 000 € par exploitation en 2011, soit 6 600 € de plus que le niveau national. La CAF a deux utilisations principales : elle permet tout d'abord aux exploitants d'effectuer des prélèvements privés afin de subvenir aux besoins de leur famille et de payer leurs charges sociales. En 2011, un exploitant franc-comtois à temps complet, a prélevé près de la moitié de sa CAF, soit 40 900 € en moyenne, soit 1 250 € de moins qu'un exploitant français. L'autre partie permet à l'exploitation de financer sur ressources propres ses investissements ou de rembourser les annuités de ses emprunts.

Progression des investissements

En moyenne, en 2011, une exploitation franc-comtoise a investi 33 900 €, soit 20 % de plus que l'an-

Une capacité d'autofinancement des agriculteurs francs-comtois supérieure à la moyenne nationale

en €	Capacité d'autofinancement	dont apports et prélèvements privés	dont autofinancement
Bovins lait	82 850	46 680	36 170
Grandes cultures	100 800	34 630	66 170
Polyculture-polyélevage	108 130	30 050	78 080
Bovins mixte	79 450	31 430	48 020
Franche-Comté	84 960	40 920	44 040
France	78 350	42 170	36 180

née précédente. En effet, le bon niveau de revenu de l'année 2010 a permis aux agriculteurs franc-comtois d'augmenter leur capacité d'autofinancement et ainsi d'investir d'avantage en 2011. Notamment, les exploitations de grandes cultures qui ont dégagé un revenu élevé en 2010, ont consenti un effort d'investissement plus conséquent en 2011. Le montant de leur investissement a été multiplié par 5 en un an et dépasse 50 000 € en moyenne.

Cependant, ce montant reste inférieur à l'investissement moyen d'une exploitation polyvalente qui a investi en moyenne 64 500 €. Avec un montant moyen de 30 000 €, les producteurs laitiers ont réduit leurs investissements de 2 %. Toutes orientations confondues les deux-tiers de ces investissements sont utilisés pour acheter du matériel et de l'outillage, 18 % pour acquérir des animaux reproducteurs et 10 % pour financer des constructions.

Généralement, l'autofinancement est insuffisant et les agriculteurs empruntent à plus ou moins long terme pour boucler leurs financements. En 2011, les bons résultats économiques se sont traduits par une légère diminution de l'endettement global (-1%) pour s'établir à 152 500 € en moyenne. Les deux tiers de l'endettement d'une exploitation sont constitués d'emprunts à moyen ou long terme. ■

Nouvelle typologie

Chaque exploitation a un coefficient de pondération qui tient compte de son Orientation technico-économique (OTEX) et de sa taille. Jusqu'en 2009, les OTEX étaient constituées sur la base de la marge brute standard (MBS). Mais suite à la réforme de la PAC et le découplage des aides liées à la production, l'indicateur MBS a été abandonné au profit de la Production brute standard (PBS). Ainsi une nouvelle typologie des exploitations est mise en place au niveau européen. Elle s'applique pour la première fois en France avec le recensement agricole de 2010 ainsi qu'au RICA pour l'exercice 2010.

Dans la région, 4 OTEX ont un échantillon suffisant pour être représentatifs et diffusibles. Il s'agit des OTEX 1516 – Grandes cultures, 4500 – Bovins Lait, 4700 – Bovins mixtes et 6184 – Polyculture polyélevage.

Le RICA

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles auprès de 85 000 exploitations « grandes et moyennes » dans les 27 états membre de l'Union Européenne. Cette analyse micro-économique est réalisée selon des définitions et des règles communes. Elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne.

En France : l'échantillon est composé de 7 415 exploitations représentatives des 308 145 exploitations « grandes et moyennes » dont le produit brut standard est égal ou supérieur à 25 000 €. Cet échantillon comprend 220 exploitations franc-comtoises représentatives des 6 189 exploitations « moyennes ou grandes » de la région.

Le RCAI

Le Résultat courant avant impôt est la différence entre les produits et les charges courantes. Le RCAI par Unité de travail non salarié (RCAI/UTANS), tient compte de la présence éventuelle de plusieurs co-exploitants non salariés sur l'exploitation. C'est l'indicateur reflétant le mieux le revenu des exploitants. A partir de 2010, les chiffres publiés ne tiennent plus compte de la réévaluation des actifs immobilisés. Ainsi, la valeur des dotations aux amortissements diminue au profit du RCAI, ce qui rend les résultats du RICA plus cohérents avec les règles comptables des centres de gestion.

Il convient donc de ne pas faire de comparaison avec les publications du RICA antérieures à 2010.

Résultats 2011 du RICA* par exploitation en Franche-Comté (en euros courants)

par OTEX	Bovins lait	Bovins mixte	Polyculture- polyélevage	Grandes cultures	Franche Comté	France
Echantillon RICA	115	22	26	24	220	7 411
Nombre d'exploitations représentées	3837	352	723	591	6 189	308 145
CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES						
SAU : Superficie agricole utilisée (en ha)	102,8	162,9	172,6	144,1	113,1	85,3
<i>dont surface en fermage</i>	87,1	128,0	132,0	108,4	91,9	69,6
<i>dont surface toujours en herbe</i>	85,8	117,3	74,4	11,0	74,2	19,2
Effectifs d'animaux (en unité gros bétail)	83,8	168,7	109,6	5,2	84,2	83,4
UTA (unités de travail annuel) totales	1,7	2,2	2,0	1,3	1,7	2,0
<i>dont non salariées</i>	1,6	1,8	1,7	1,2	1,5	1,4
FINANCEMENT ET ÉLÉMENTS DU BILAN (en milliers d'euros)						
Fonds de roulement net	83,9	99,9	113,3	123,3	98,6	116,7
Autofinancement	36,2	48,0	78,1	66,2	44,0	36,2
Actif immobilisé	272,3	355,2	328,8	248,7	267,9	240,2
<i>dont capital d'exploitation</i>	254,0	324,4	287,1	182,9	241,1	185,8
Actif circulant	117,9	204,2	179,6	151,3	140,1	164,8
<i>dont stocks</i>	50,9	128,7	97,5	75,0	71,4	98,8
Capitaux propres	247,9	320,5	313,6	261,1	256,0	242,5
Endettement total	142,9	240,6	195,0	139,5	152,5	163,8
Taux d'endettement (en %)	36,6	43,0	38,4	34,9	37,4	40,4
SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION (en milliers d'euros)						
Production de l'exercice nette des achats d'animaux	158,0	199,3	239,5	196,1	174,1	191,3
+ rabais, remises, ristournes	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,4
- charges d'approvisionnement	49,7	80,9	91,5	77,5	60,1	66,8
- autres achats, charges externes	43,7	61,8	66,4	35,5	45,8	48,2
= Valeur ajoutée hors fermage	64,6	56,7	81,6	83,2	68,3	76,8
+ subventions et indemnités d'assurances	35,4	52,4	58,2	38,6	37,6	33,2
- loyers et fermages	10,8	13,5	17,6	13,0	11,5	12,7
- impôts et taxes	1,6	2,4	2,6	2,7	1,9	2,2
- charges de personnel	1,3	5,9	5,3	2,9	3,5	12,8
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	86,4	87,2	114,3	103,2	88,9	82,3
+ autres produits de gestion courante	0,0	0,0	0,1	0,5	0,1	0,4
- dotations aux amortissements	32,3	41,3	41,3	38,7	33,3	28,2
= Résultat d'exploitation	54,2	45,9	73,0	65,0	55,8	54,5
+ produits financiers	0,3	0,3	0,5	2,2	0,5	0,6
- charges financières	3,9	8,1	7,3	5,0	4,6	5,1
= Résultat courant avant impôts RCAI	50,6	38,2	66,1	62,1	51,6	49,9

* Le champ couvert par le RICA est celui des exploitations, qualifiées de moyennes et grandes, dont la Production Brute Standard est supérieure à 25 000 €

Source : Agreste - RICA 2011

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service de l'Information Statistique et Économique
191 rue de Belfort - Immeuble Orion -
25043 Besançon Cedex
Tél : 03.81.47.75.50 - Fax : 03.81.47.75.05
Pour en savoir plus : site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directeur : Jean-Luc LINARD
Directeur de la publication : F. VIPREY
Rédaction : L. DESOBRY - F. MAIRE
Composition : M. MARION
Impression : DRAAF
Dépôt légal : à parution ISSN : 0246-1803 Prix : 4,50 Euros